

Objectif Oman

Octobre 2016



Faits saillants

- Amélioration du classement d'Oman dans le Doing Business 2017 de la Banque mondiale
- Légère hausse des prévisions de croissance du FMI
- La Banque mondiale s'inquiète de la montée des risques en Oman
- Appel à soumissions pour l'octroi de 4 blocs en vue de leur exploration - production
- Annulation du processus de fusion entre Bank Dhofar et Bank Sohar

CLIMAT DES AFFAIRES

Progression de +3 rangs d'Oman dans le rapport 2017 de la Banque mondiale sur la facilité des affaires

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur la facilité à faire des affaires « *Doing Business* » place Oman à la 66^{ème} position sur 190 pays, soit 3 rangs de mieux que dans le classement 2016. Au sein des pays du GCC, Oman figure au 3^{ème} rang derrière les Emirats-Arabs-Unis (E.A.U), positionnés 26^{ème} au plan global, et Bahreïn (63^{ème}). La Banque mondiale salue tout particulièrement les réformes réalisées par le Sultanat l'an passé en matière de création d'entreprise, le pays enregistrant un bond de +127 places sur un an. Sur ce critère, le Sultanat se classe au 32^{ème} rang mondial, soit la meilleure performance des pays du GCC. Ce bon classement traduit notamment la suppression des délais relatifs au capital minimum (qui devait précédemment être versé dans les trois mois suivants l'implantation), la rationalisation du processus d'enregistrement des employés et la mise en place du système *Invest Easy* sur internet, facilitant les procédures administratives. A aussi été saluée la réduction des délais d'obtention des documents de passage en douane grâce à la mise en place d'un système déclaratif en ligne. Parallèlement, le Sultanat a cependant vu sa position se dégrader dans plusieurs catégories dont le transfert de propriété (-1 place), la facilité à obtenir un permis de construire (-6) ou le raccordement de l'électricité (-6). De façon préoccupante, les plus mauvais rangs de classement d'Oman portent sur la facilité à obtenir un prêt (-6 places au 133^{ème} rang mondial) et la protection des investisseurs minoritaires (-6 places au 118^{ème} rang mondial).

Domaines	DB 2017 Classement	DB 2016 Classement	Variation dans le classement
Overall	66	69	↑ 3
Création d'Entreprise ✓	32	159	↑ 127
Obtention d'un permis de construire	52	46	↓ 6
Raccordement à l'électricité	69	63	↓ 6
Transfert de Propriété	35	34	↓ 1
Obtention de Prêts	133	127	↓ 6
Protection des investisseurs minoritaires	118	112	↓ 6
Paiement des Taxes et Impôts	12	10	↓ 2
Commerce Transfrontalier ✓	67	71	↑ 4
Exécution des Contrats	60	61	↑ 1
Règlement de l'insolvabilité	94	92	↓ 2

<http://français.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/oman/#création-dentreprise>

Premier bilan de la 2^{ème} phase du programme national d'accélération de la diversification (Tanfeedh)

Après 6 semaines de travaux, la 2^{ème} phase du programme national d'accélération de la diversification (TANFEEDH), calqué sur le modèle malaisien piloté par le *Management and Delivery Unit* (PEMANDU), s'est achevé le 26 octobre dernier. Un premier bilan de l'exercice permet de souligner la participation active des Ministres et Vice-Ministres à l'exercice ainsi que celles des dirigeants des grandes banques et des fonds souverains. Les discussions, souvent franches, ont permis de relever l'ensemble des difficultés s'agissant du rythme de mise en œuvre des projets nécessaires à la réalisation des objectifs du 9^{ème} plan quinquennal. La prochaine étape consiste désormais à dégager une orientation claire couplée à un plan d'actions pour accélérer de façon effective les processus de mise en œuvre des projets. D'importantes annonces seront faites le 20 novembre visant à mieux articuler les efforts entre la sphère publique et le secteur privé, notamment au plan des financements, tout en décidant de possibles aménagements du droit du travail (en particulier s'agissant des « certificats de non-objection »). Le séminaire a aussi acté du besoin d'accroître les recettes non-pétrolières tout en visant à une plus large efficacité de la dépense publique. Les groupes de travail ont retenu 112 projets prioritaires qui devant être financés, d'ici à 2020, à 80 % par le secteur privé.

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

FMI : hausse des prévisions de croissance 2016/17 ; prix d'équilibre du baril de brut omanais à 73 USD

En marge des Assemblées annuelles FMI-Banque Mondiale des 4-9 octobre 2016, le FMI a revu légèrement à la hausse ses prévisions de croissance du Sultanat d'Oman à 1,8 % pour 2016 et 2,6 % pour 2017 contre respectivement 1,7 % et 2,5 % projeté en avril dernier. Ces révisions (légèrement) haussières confirment toutefois l'ampleur des difficultés rencontrées par le Sultanat face à la faiblesse des prix du baril de pétrole. Selon le Fonds, le prix d'équilibre budgétaire d'Oman se situe désormais à 73,1 USD, en repli par rapport aux seuils précédents, conséquence des coupes effectuées dans les subventions et dans certaines dépenses de capital. Il pourrait atteindre 76,7 USD en 2017 en l'absence de nouvelles mesures budgétaires restrictives et/ou de la mise en place de taxes supplémentaires. Le prix d'équilibre du baril de pétrole omanais reste l'un des plus élevés de la région (cf. *infra*). Selon le FMI, le déficit public pour 2016 et 2017 s'élèverait respectivement à -13,5 % du PIB et -10,3 % après -16,5 % du PIB en 2015. La dette publique continuerait de croître rapidement à 21,8 % du PIB cette année contre 14,9 % en 2015, reflet de la forte progression des volumes d'émissions obligataires nécessaires pour couvrir le déficit. A noter que le FMI prévoit un taux d'inflation moyen de +1,1 % en g.a cette année avant une accélération en 2017 à +3,3 %.

	2015	2016 p	2017 P
PIB (Mds \$)	64,9	59,7	65,8
PIB/Habitant (\$)	16 693	15 076	16 127
Croissance économique (%)	3,3 %	1,8 %	2,6 %
Inflation (moyenne annuelle en %)	+0,1 %	+1,1 %	+3,1 %
Solde public/PIB (%)	-16,5 %	-13,5 %	-10,3 %
Dette publique / PIB (%)	14,9 %	21,8 %	24,5 %
Dette extérieure totale / PIB (%)	23,1 %	31,3 %	35,5 %

Sources : FMI et calculs SE

Baisse des subventions du prix de l'électricité pour les plus gros consommateurs au 1^{er} janvier 2017.

Poursuivant sa politique de retrait graduel des subventions au titre des mesures de consolidation budgétaire pour limiter le déficit public, le gouvernement a annoncé une nouvelle réduction des subventions aux prix de l'électricité à compter du 1^{er} janvier 2017. Cette mesure concerne les consommateurs les plus importants, à savoir ceux qui utilisent plus de 150 MWH/an (entreprises, commerces, administrations). Environ 10 000 entités, représentant 1 % de l'ensemble des consommateurs mais 30 % de la demande totale en électricité, sont concernées. Elles captaient jusqu'à présent de 20 % des subventions accordées par le gouvernement.

La World Bank pointe la montée des risques en Oman et s'inquiète du manque d'emplois chez les jeunes

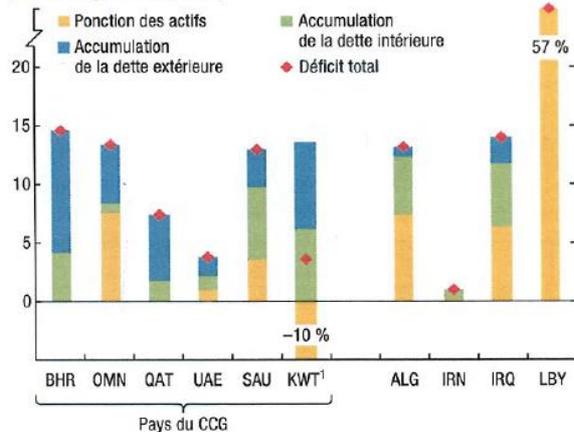
Dans son dernier rapport d'octobre, *MENA Economic Monitor*, la Banque mondiale pointe la montée rapide des risques dans la région Proche et Moyen-Orient. Aux effets négatifs persistants des conflits régionaux (Syrie, Iraq, Libye, Yémen), s'ajoutent, selon la Banque, les conséquences au plan social des mesures d'austérité budgétaire adoptées pour faire face à la faiblesse des cours du baril de pétrole. Bien que plus optimiste que le FMI en matière de prévisions de croissance du Sultanat d'Oman avec une hausse attendue du PIB de 2,5 % en 2016 et 2,9 % en 2017, la Banque mondiale relève trois grands risques baissiers pour l'économie omanaise. D'une part, l'impact sur l'activité et les finances publiques d'un cours du baril de pétrole moins élevé qu'escompté en 2017. D'autre part, une possible fragilisation accentuée du système financier en lien avec la hausse des taux d'intérêt américains (effet de l'ancrage du rial au dollar US). Enfin, une détérioration plus nette des comptes externes due à un nouveau repli de la demande chinoise, 1^{er} partenaire du pays. Plus globalement, la Banque appelle les autorités à adopter rapidement des réformes structurelles pour dynamiser les investissements du secteur privé et générer de l'emploi. Avec une croissance démographique proche de 4 % par an (selon la Banque), un taux de chômage des jeunes estimé à 20 % selon le Bureau international du Travail et le besoin de générer 45 000 emplois par an pour absorber les primo-actifs entrants sur le marché du travail, le manque d'emploi, en particulier des jeunes, reste le principal défi pour le Sultanat alors que près de 40 % de la population a moins de 25 ans.

<http://documents.worldbank.org/curated/en/409591474983005625/pdf/108525-REVISED-PUBLIC.pdf>

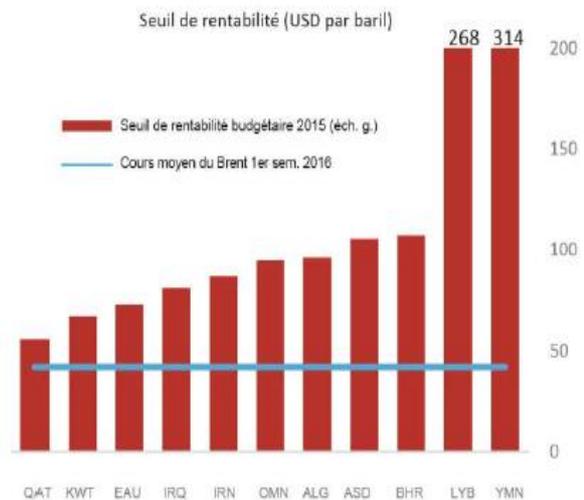
Net creusement du déficit public sur les 8 premiers mois de 2016 et hausse attendue de la dette extérieure

La production de pétrole brut est passée de 976 000 b/j au cours des huit premiers mois de l'année 2015 à 1 003 000 b/j sur les huit premiers mois de l'année 2016. Quant aux exportations de pétrole brut, elles sont passées de 847 000 b/j à un peu plus de 887 000 b/j en moyenne sur les huit premiers mois 2016. De son côté, le prix moyen du baril exporté a été ramené de 60,2 USD en moyenne sur les huit premiers mois de 2015 à 37,6 USD seulement en moyenne au cours des huit premiers mois de 2016. Par voie de conséquence, les recettes totales se sont contractées de -28,3 % sur la période, à 4,267 Mds OMR, alors que les dépenses n'ont diminué que de -5,1 % à 7,439 Mds OMR (69 % d'entre elles correspondant à des dépenses courantes contre 24 % de dépenses en capital). En tenant compte des dépenses d'opérations financières (1,2 Md OMR), le déficit public sur la période s'est fortement creusé, de +63 % par rapport aux huit premiers mois de 2015, à 4,37 Mds OMR fin août 2016. Le Gouverneur de la Banque centrale a indiqué le 24 octobre, en marge du forum *Outlook Oman*, que le déficit serait couvert à 60/70 % par le recours à la dette extérieure sous forme d'obligations souveraines sur le marché international de la dette et des prêts contractés auprès d'institutions financières, le reste étant financé par des émissions domestiques (obligations et *sukuks*), dont 150 M OMR prévu d'ici à fin décembre, et une possible ponction sur les réserves du pays.

Graphique Projections de financement des déficits budgétaires
(Pourcentage du PIB, 2016)



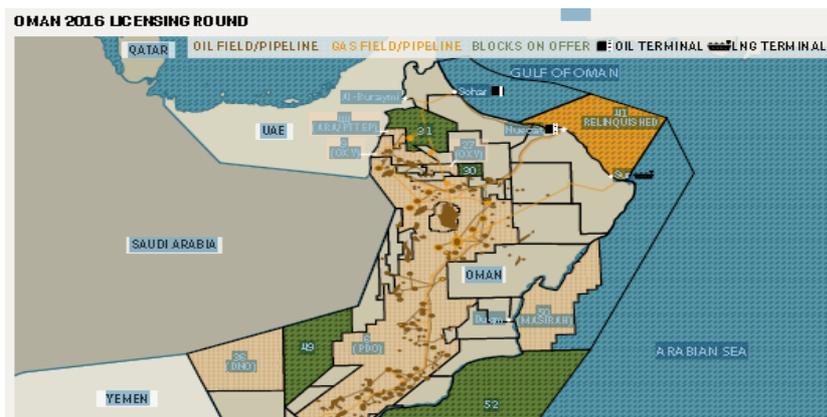
Source : calculs des services du FMI.



INFORMATIONS SECTORIELLES

Oil & Gas : appel à soumissions pour l'octroi de 4 blocs en vue de leur exploration - production

Oman a lancé le 23 octobre un appel à soumissions en vue de l'octroi de 4 licences d'exploration-production sur 3 blocs *onshore*, les blocs 30 et 31 axés sur le gaz et le bloc 49 (pétrole), ainsi qu'un bloc *offshore* d'exploration pétrolière, le bloc 52 (cf. carte ci-après). Il s'agit avant tout d'une remise sur le marché après le retrait de plusieurs opérateurs. Le norvégien *DNO* s'était retiré des blocs 30 et 31 en août 2015 arguant d'un besoin de rationalisation des dépenses dans un contexte de prix défavorables. De son côté, la compagnie irlandaise *Circle Oil*, qui s'était vue attribuer l'exploration des blocs pétroliers 49 et 52 en 2005, s'est retirée définitivement du marché à la mi-2015, ne voulant pas assumer seule le risque financier dans un contexte de faibles cours du baril couplé à un coût de forage élevé (eaux profondes pour le bloc 52). Les caractéristiques du sol et sous-sol des blocs concernés nécessitent en effet des technologies coûteuses en matière d'exploration. Bien que le calendrier puisse interroger, au regard de la persistance de la faiblesse des cours des hydrocarbures, les autorités, optimistes quant au potentiel des 4 blocs concernés, ont été en partie rassurées par la signature récente de deux contrats d'exploration et de partage de production pour les blocs 54 et 15 avec la société *Oman Lasso Exploration & Production*, basée au Texas. Les autorités espèrent attirer de nouveaux opérateurs privés capables de contribuer aux objectifs de production de moyen terme du Sultanat, en particulier en matière de gaz alors que le pays pourrait ne plus être autosuffisant à compter de 2030/35 et ce, malgré la fin des contrats d'exportation de gaz à long terme prévue en 2024. Pour ce faire, elles devraient lancer prochainement des processus de soumissions fondés sur une approche davantage consultative et collaborative d'évaluation du potentiel des blocs en offrant un surcroît d'informations aux opérateurs intéressés. 5 blocs pourraient faire l'objet de cette nouvelle approche d'ici à fin décembre.



Banques : annulation du processus de fusion engagé depuis mi-2013 entre Bank Dhofar et Bank Sohar

Bank Dhofar a mis un terme le 16 octobre aux négociations engagées en juillet 2013 en vue d'une possible fusion avec l'établissement *Bank Sohar*, qui aurait fait de la nouvelle entité créée la 2^{ème} banque du pays avec des actifs d'environ 16 Mds OMR. En juin dernier, les deux banques avaient pourtant annoncé un accord sur les modalités d'évaluation des actions échangées. La fusion aurait permis aux deux établissements d'élargir significativement leur assise financière et de renforcer ainsi la qualité des actifs sous gestion. La nouvelle a été particulièrement mal accueillie par les marchés qui espéraient via cette fusion un début de consolidation du secteur bancaire, considéré comme trop étroit en Oman. *Bank Muscat* demeure de loin la principale banque en Oman en termes d'actifs avec 34 Mds OMR.

Projets de construction d'une usine de dessalement à Khasab et d'une centrale électrique à Misfah

La société *Oman Power and Water Procurement* (OPWP) prévoit la construction d'une nouvelle unité de dessalement à Khasab d'une capacité de 16 000 m³ par jour. Un appel d'offres de pré-qualification a été lancé le 30 octobre. Parallèlement, OPWP a aussi lancé un appel à qualification pour une centrale électrique de 750-850 MW, située à Misfah. Le contrat devrait être octroyé fin 2017 pour une entrée en fonction prévue au 1^{er} trimestre 2021. D'après les données prospectives de l'OPWP, la demande en électricité devrait

croître de +8 % par an en moyenne d'ici à 2022, passant de 5 565 MW à 9 529 MW. Ces deux projets seront portés par des opérateurs privés (IPP/IPW).

Aérien : augmentation de +29 % en 2016 des rotations d'Oman Air entre Paris et Mascate

Depuis le 30 octobre, *Oman Air* assure une liaison quotidienne entre Paris et Mascate. Jusqu'à la mi-2015, *Oman Air* ne disposait que de 4 fréquences par semaine vers Paris avant de passer à 5 vols hebdomadaires en octobre 2015 puis 6 en mars 2016. L'année 2016 verra ainsi une hausse de +29 % des capacités d'*Oman Air* vers Paris. *Oman Air* espère parallèlement accroître le coefficient de remplissage, actuellement de 80 à 85 %, pour le monter à 90 % / 92 % en 2017 selon le DG France de la société. La compagnie ambitieuse désormais de doubler ses rotations sur Paris avec un objectif de 2 liaisons par jour. Elle envisagerait aussi de se lancer sur des vols vers et au départ de Nice intégrant des liaisons avec le continent africain d'ici à 2 ans. La priorité pour *Oman Air* reste toutefois d'améliorer l'activité point-à-point vers Mascate. A noter que la compagnie lancera le 9 décembre sa 1^{ère} liaison vers la Chine avec Guangzhou, en attendant la desserte de Pékin, prévue une fois le nouvel aéroport international ouvert.

Appel à proposition dans l'optique de lancer un projet de centrale solaire de grande capacité à Sohar

La compagnie publique OPWP a lancé le 16 octobre un appel à proposition auprès de sociétés de conseils et d'ingénierie pour la réalisation d'une étude de faisabilité technique et économique pour la construction d'une centrale solaire de grande capacité (potentiellement 200 MW), dont le développement se ferait sur base d'un partenariat-public-privé. Le Sultanat d'Oman souhaite accroître la part des énergies renouvelables, très marginales dans le mix-énergétique actuel. Disposant d'un des taux de radiation solaire les plus élevés au monde, le pays souhaiterait tirer profit de la baisse des prix des panneaux photovoltaïques pour accélérer ses projets en énergie solaire, l'objectif étant de réduire progressivement sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Les réponses à l'appel à proposition sont attendues pour le 27 novembre.

Pétrochimie : 1^{ère} pierre du Liwa Plastics Industries Complex, plus important projet pétrochimique du pays

Prévu à l'origine pour une entrée en service en 2017, le complexe pétrochimique, d'un coût global estimé de 6,5 Mds USD, ne devrait être opérationnel, au mieux, qu'en 2020. Le projet, piloté par ORPIC (*Oil Refineries and Petroleum Industries*), situé à 100 km au nord de Mascate, vise à assortir le complexe actuel de raffinage d'un vaste complexe pétrochimique intégré en ajoutant aux unités de raffinage et de pétrochimie actuelles, un vapocraqueur de 880 000 t/an et des unités de polyéthylène (une 1^{ère} en Oman). Le projet intègre en outre la construction d'une unité d'extraction de gaz et d'un *pipeline* liant le site de Sohar à d'autres unités du groupe. L'objectif d'ORPIC consiste à mieux valoriser les hydrocarbures en Oman, enrichir les activités de *downstream*, répondre à la demande accrue en plastique dans la région et assurer une meilleure rentabilité pour le groupe. Selon les études de faisabilité, le complexe pourrait à terme contribuer à hauteur de 2 % du PIB en contribuant notamment à l'émergence d'une industrie du plastique en Oman. Le groupe a attribué l'an passé pour 4,5 Mds USD de contrats à des entités américaine, italienne, coréenne, indienne et japonaise. *Liwa Plastics* est l'un des trois projets stratégiques portés par ORPIC avec l'extension de la raffinerie de Sohar et la fabrication d'oléoducs reliant les raffineries de Sohar et Mina-al-Fahal au terminal de stockage de pétrole près de l'aéroport de Mascate.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigées par : Marine Audras et Gilles Bordes

Revues par : Gilles Bordes, Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>